

APPEL A LA POPULATION
***POURQUOI L'UNIVERSITÉ SE MET EN
GRÈVE ET SE RÉVOLTE***

Notre problème est aussi le votre, voilà pourquoi :
Comme tous les services publics, l'université avec le reste de l'éducation nationale, subit les conséquences d'une politique dont l'objectif est très clair : réduire les dépenses de l'état quelles qu'en soient les conséquences.

Pour ce qui concerne l'Université :

- Les budgets sont largement insuffisants.
- Il n'y a plus de création de postes.
- De nombreux postes existants sont supprimés (enseignants, techniciens, secrétaires, personnels de maintenance et nettoyage etc).
- Certaines formations sont soit supprimées (par exemple les IUFM qui forment les enseignants du primaire et du second degré soient vouées à disparaître vu leur coût, comme les IUT).
- Le CNRS dont la recherche a une réputation mondiale est éclaté.
- Etc.

Tous les points précédemment cités sont des conséquences directes de la LRU (Loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités).

L' « autonomie » des Universités est, il faut le savoir, avant tout le désengagement financier de l'état.

Voici quelques conséquences parmi tant d'autres des réformes gouvernementales sur l'enseignement supérieur et la recherche :

- La plupart des enseignants chercheurs verront leurs heures d'enseignement largement augmenter (sans rémunération supplémentaire), la conséquence directe

sera une baisse de la qualité des enseignements, des difficultés à faire de la recherche et la non création de postes pour les doctorants.

- En raison du désengagement de l'état, les droits d'inscriptions vont augmenter de façon phénoménale pour permettre le fonctionnement de l'Université : l'éducation de qualité sera réservée aux seuls étudiants les plus aisés.
- Pire encore, les Universités de « proximité » situées dans les villes de taille moyenne seront vouées à disparaître : les aides sociales et les logements CROUS étant insuffisants, les étudiants de familles modestes ne pourront pas étudier.

Défendre l'Université, c'est défendre un service public qui existe, pour que soit accessible à tous, quels que soient ses revenus, un droit qui est celui de l'éducation.

Cela concerne vos enfants, vos petits enfants, vos amis, vos voisins, cela vous concerne aussi.

Votre soutien est capital, suivez nous !

50% des étudiants sont obligés de se salarier pour financer leurs études.

Désengagement de l'État : ticket RU à 2,90 €

Bourse la plus élevée : 470 €/mois

Seuil de pauvreté : 860 €/mois

Académie de Toulouse : 150 000 étudiants, 26 000 boursiers et 7 500 logements CROUS.

Rapport Lambert = autonomie des ressources humaines

(précarité des personnels) + autonomie budgétaire

(qui va payer ? Les entreprises ?).

L'Assemblée Générale des étudiants et personnels de l'Université Paul Sabatier.